ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 1464

Texte de la question

INTÉGRATION

M. le président. La parole est à M. Alain Suguenot, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Alain Suguenot. Monsieur le président, si le Président choisit le Premier ministre, le Parlement n'a pas forcément envie de faire avec… *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Jean-Paul Bacquet. Ça veut dire quoi ?

M. Alain Suguenot. Monsieur le Premier ministre, l'esquive n'est pas une réponse ; elle n'est pas non plus une politique. Oui, c'est bien vous qui avez commandé les cinq rapports sur l'intégration qui viennent d'être rendus publics ! Voilà une nouvelle fois l'illustration de l'amateurisme de ce gouvernement : des considérations irréalistes et dangereuses pour les fondements de notre République ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Vous avez beau tenter aujourd'hui de vous en dégager, ces rapports ont été, de fait, validés par dix de vos ministères, et votre propre site à Matignon indique qu'ils sont d'une grande qualité. Aujourd'hui, une partie des ministres – Eric Ciotti l'a dit – et le Président de la République lui-même vous ont désavoué.

M. Jean-Paul Bacquet. Pas du tout !

M. Alain Suguenot. Le ministre des affaires étrangères a bien raison de dire qu' « il ne faut pas prendre toutes les mouches qui volent pour des idées ». *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)* Après vous être attaqué à la famille, après avoir augmenté comme jamais la fiscalité, vous visez, avec le retour du voile à l'école et le communautarisme, les piliers de la République, et notamment la laïcité.

Nous marchons littéralement sur la tête ! Un jour, c'est la sécurité routière, le lendemain, la consommation des fruits et légumes, le surlendemain, l'enseignement des langues africaines : à force de charger l'école de toutes les missions de la terre, elle finira par ne plus rien enseigner du tout !

Vous le savez, monsieur le Premier ministre, votre demande de rapports n'a provoqué que rage et fureur ! Pour quelqu'un qui devrait rassembler les Français, je vous félicite : vous ne faites que les diviser !

M. Michel Pouzol. Vous êtes bien placés pour le dire !

M. Alain Suguenot. La ficelle est tellement grosse que votre démarche ne peut être liée qu'à des considérations électoralistes de petite cuisine. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le Premier ministre, direz-vous que vous n'avez pas souhaité affaiblir le débat démocratique et, pourquoi pas, l'opposition républicaine en favorisant la frange de ceux qui la combattent ? Personne n'y croit.

N'avez-vous donc plus rien à proposer aux Français qui souffrent et qui demandent, avant tout, des solutions à leurs problèmes de tous les jours ? Monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin les écouter et retirer les rapports, au lieu de faire avec ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale.* Même si votre question, monsieur le député, était assez confuse *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)*, je tiens à vous dire que l'essentiel est que nous réaffirmions clairement notre attachement aux principes de la République, en particulier à l'intégration républicaine, construite autour de la laïcité.

Le Premier ministre l'a rappelé, avant même, d'ailleurs, que ne s'exprime le Président de la République : il n'a pas compris que la liberté de conscience ou d'expression puisse conduire des dirigeants de l'opposition à nous intenter un procès injuste. Je ne vois pas l'intérêt de diviser les Français sur ces questions !

M. Yves Censi. Amateur !

M. Vincent Peillon, *ministre.* Lorsqu'il le faut, comme en 2004 – le Premier ministre l'a rappelé – nous sommes rassemblés ! Nous pourrions en attendre autant de vous sur des questions aussi importantes que celles de la laïcité et de l'intégration !

M. Yves Censi. Et le cannabis ?

M. Vincent Peillon, *ministre .* Sur ces questions, nous réaffirmons nos principes, à travers la charte de la laïcité, à travers la morale laïque, à travers les mesures prises par le ministre de l'intérieur.

Dans le même temps, nous devons apporter des réponses à cette difficulté française qu'est l'intégration. Récemment encore, le rapport international PISA a montré que pour ceux qui sont de première ou de deuxième génération, nous avons échoué à réaliser l'intégration que nous souhaitons : une communauté de Français égaux. C'est ce que nous devons viser, en réaffirmant les principes et en menant des politiques d'intégration efficaces et justes. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)*

M. Alain Marty. Ce n'est pas la question !

Données clés

Auteur : M. Alain Suguenot
Circonscription : Côte-d'Or (5e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1464
Rubrique : Étrangers
Ministère interrogé : Éducation nationale
Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 19 décembre 2013
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 décembre 2013